

### LES AÉROPORTS

VANCOUVER—L'ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ CORA BROWN—L'UTILISATION DE LA RÉGION DE BURKEVILLE

**M. G. H. Aiken (Parry Sound-Muskoka):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et se rapporte à une question précédente relative à l'agrandissement de l'aéroport international de Vancouver. Le ministre a-t-il définitivement approuvé un accord d'achat de la zone connue sous le nom de propriété Cora Brown?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Non, monsieur l'Orateur. Cette acquisition n'a pas reçu mon approbation définitive. Les discussions se poursuivent avec les résidents intéressés mais n'ont pas encore abouti pour autant que je sache.

**M. Aiken:** Puis-je demander au ministre s'il a approuvé des subventions pour étudier l'utilisation à venir de la région de Burkeville?

**L'hon. M. Jamieson:** Monsieur l'Orateur, je ne parviens pas à identifier précisément la région de Burkeville. J'ai simplement dit que nous dresserons un plan d'ensemble pour l'utilisation future de toute l'île Sea qui, je présume, comprend cette zone.

\* \* \*

### LES AFFAIRES URBAINES

LES DÉPENSES FÉDÉRALES ET LEUR HARMONISATION AVEC CELLES DU QUÉBEC

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme suite à la déclaration du ministre québécois des affaires intergouvernementales, l'honorable Gérard Lévesque, selon laquelle les dépenses urbaines du gouvernement fédéral sont préjudiciables plutôt qu'avantageuses, pourrais-je savoir si le gouvernement se propose de revoir ces dépenses afin de les harmoniser avec les objectifs des gouvernements provinciaux et municipaux?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, sans admettre aucunement la véracité des assertions du prétendu ministre—des prétendues assertions du ministre . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Hees:** Encore une gaffe!

**Le très hon. M. Trudeau:** . . . la Chambre est certainement au courant qu'on a proposé de réunir les représentants des trois paliers de gouvernement pour discuter ce problème. La Chambre n'ignore pas que le gouvernement fédéral recherche, depuis plusieurs mois déjà, le moyen de discuter ces questions avec les municipalités. Il semble qu'on l'ait trouvé et on l'a annoncé ici même il y a quelques jours.

**M. Baldwin:** Paul Hellyer aura-t-il voix au chapitre?

LA CONFÉRENCE TRIPARTITE ET LE CONSEIL NATIONAL DE L'URBANISME

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** A la suite de la réunion de la Fédération canadienne des maires et des municipalités, le gouvernement a-t-il abandonné son idée de créer un conseil national de l'urbanisme, pour s'en tenir unique-

[L'hon. M. Munro.]

ment à cette conférence annuelle des trois niveaux de gouvernement?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a rien abandonné du tout. Il est en train d'étudier, de concert avec les gouvernements provinciaux et municipaux, diverses possibilités de se réunir pour discuter des problèmes mêmes qui préoccupent le député. Je le répète, le groupe de travail a pris une décision et a fait un rapport, qui m'a été remis ainsi qu'aux autres premiers ministres, dans lequel il recommande qu'une telle réunion soit tenue dans le courant de l'année—probablement à l'automne. Il n'a pas encore été décidé s'il s'agirait d'une réunion annuelle, si elle aurait lieu à intervalles réguliers ou non. Il s'agit là de la première réunion des trois niveaux de gouvernement.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Il ne reste que dix minutes avant la fin de la période des questions. Si chaque député pose une question suivie de deux ou trois questions supplémentaires, la période des questions sera vite écoulée, sans que nous n'ayons eu l'occasion de donner la parole à d'autres députés. Je donne la parole au représentant de Spadina pour une dernière question supplémentaire.

### L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE TRIPARTITE

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** Le premier ministre peut-il nous indiquer si la question des accords fédéraux-municipaux de partage fiscal sera discutée au cours de la conférence tripartite qui doit avoir lieu en novembre? Dans l'affirmative, pourrait-il nous signaler quelle sera la position du gouvernement fédéral dans ce domaine?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. J'ai de grands doutes quant à la forme de cette question. La première partie de la question pourrait sans aucun doute être inscrite au *Feuilleton*, et la seconde entraînerait une déclaration plutôt longue qui devrait être faite à l'appel des motions. Cependant, le premier ministre sera autorisé à répondre brièvement si cela lui est possible, puis la présidence donnera la parole au représentant de Greenwood.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, à l'heure actuelle divers dirigeants sont en voie d'établir un mode de consultation et j'espère que l'initiative sera couronnée de succès. Le gouvernement fédéral insiste sur ce point. Il est trop tôt pour donner des précisions au sujet d'un ordre du jour ou des projets du gouvernement à cet égard.

\* \* \*

• (1450)

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

RHODÉSIE—LE CANADA ET LE RAPPORT DE LA COMMISSION PEARCE

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a eu l'obligeance de nous faire parvenir un exemplaire de sa déclaration au sujet de la politique canadienne envers la Rhodésie à la suite du rapport de la Commission Pearce. A-t-il l'intention de faire cette déclaration à la Chambre?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, j'avais l'intention de la